

Defendre Hochelag



Quelques Attaques

1er Mai 2015: Le centre d'emploi d'Hochelaga-Maisonneuve est aspergé de peinture et les fenêtres sont fracassées.

22 mai 2015: Un bar à jus récemment ouvert à Saint-Henri est attaqué avec des fumigènes et le propriétaire avec du poivre de cayenne.

23 mai 2015: Les fenêtres de quatre commerces de St-Henri sont brisées.

2 juin 2015: Dix jours avant son ouverture, un nouveau restaurant d'Hochelaga voit ses fenêtres brisées, et des affiches posées aux alentours dans le quartier.

2 décembre 2015: Les pneus d'une voiture d'une compagnie de sécurité sont tailladés.

22 décembre 2015: Une boutique de vêtements de St-Henri voit ses vitrines explosées et la marchandise aspergée de peinture.

25 février 2016: Trois commerces d'Hochelaga se font briser leurs fenêtres et asperger de peinture. Des flyers expliquant l'action sont distribués dans les jours suivants.

14 avril 2016: Une manif de quartier d'environ 30 personnes prend la rue à Hochelaga. Lorsque la police arrive, elle est attaquée avec des cocktails molotov et des feux d'artifice.

28 mai 2016: Autour de 30 personnes vandalisent et dévalisent un commerce yuppie d'alimentation à Saint-Henri.

16 août 2016: Lors d'une panne de courant généralisée, trois boutiques ont leurs fenêtres fracassées, deux voitures de luxe se font lacérer leurs pneus, et plusieurs autres commerces sont couverts de graffitis à Hochelaga.

31 octobre 2016: Autour de 70 personnes prennent la rue lors d'une manif d'Halloween contre la gentrification. Le quartier est couvert de graffitis sur l'itinéraire de la manif et des bonbons sont distribués aux enfants. Lorsque la police arrive, elle est attaquée avec des roches.

29 novembre 2016: 5 commerces d'Hochelaga ont leurs fenêtres fracassées et voient leur intérieur couvert de peinture.

1er Décembre 2016: Une vingtaine de caméras de sécurité ont été détruites au courant des derniers mois à Hochelaga.

Defendre Hochelag

*En 2016, de nombreuses attaques directes ont été lancées contre divers symboles de la gentrification dans Hochelaga-Maisonneuve et Saint-Henri. Nous avons voulu donner aux militants l'occasion d'exprimer un point de vue que les grands médias choisissent systématiquement d'ignorer ou de déformer: **subMedia.tv** a obtenu ces entrevues exclusives avec deux anarchistes impliqués dans ces actions.*

Qu'est-ce que ça implique, pour vous, de lutter contre la gentrification?

A: Avant tout, on parle juste pour nous deux ici, pas pour les autres gens qui ont participé à l'action. On ne veut pas représenter qui que ce soit d'autre.

B: Je ne veux pas me limiter à lutter contre la gentrification, que je vois comme une intensification de la misère du capitalisme. Et je suis contre le capitalisme sous toutes ses formes. Je lutte contre la gentrification parce qu'elle affecte ma vie et celle de tellement de gens autour, mais aussi parce que c'est un contexte qui permet d'échanger des idées et des pratiques, de nourrir une plus large perspective de lutte anarchiste. J'ai été inspirée par des anarchistes dans d'autres villes, qui ont ancré leur lutte dans l'endroit où elles vivent. Ils ont réussi à rendre certains quartiers dangereux pour les autorités et peu accueillants pour les entreprises capitalistes. J'aimerais que la police ait peur d'être attaquée quand elle patrouille dans Hochelag ; que les petits commerces bourgeois hésitent avant de s'installer ici, parce que leurs primes d'assurances vont être super chères ; que les gens pensent au fait que s'ils parquent leur char de luxe dans le quartier pour la nuit, il risque de se faire trasher ; que dès qu'un graf ou une affiche est enlevée, elle soit aussitôt remplacée.

A: Et si on veut que ces gens là aient peur, c'est parce qu'on veut l'espace pour expérimenter d'autres façons de vivre, et parce que la cohabitation n'est pas possible. Leur monde va toujours vouloir la destruction des autres mondes, ceux de liberté, de partage, de gratuité, de relations en dehors du travail et du loisir, de joie en dehors de la consommation...

B: Je pense que ça vaut la peine d'explicitier comment la lutte contre la gentrification est inévitablement une lutte contre la police. L'outil principal de la municipalité pour mener à bien son projet de nettoyage social, c'est la police et la pacification des habitants. Cette réalité-là est au cœur des réflexions qui orientent nos actions. La pacification prend différentes formes : c'est l'installation des caméras, l'aménagement des parcs et des rues, mais c'est aussi l'imaginaire créé par le discours de bullshit sur «la mixité sociale ». Les consultations publiques, les études et les projets de logements abordables, c'est juste une façade : pendant ce temps-là, le nettoyage social avance et de plus en plus de gens se font expulser. Si ces moyens de pacification ne fonctionnent pas, la ville a recours à la répression, c'est-à-dire à la police. C'est les policiers qui expulsent les locataires, empêchent l'existence de squats, etc. Toute forme d'organisation offensive, qui refuse les tentatives de médiation avec l'autorité municipale, va un jour faire face à la police. C'est donc aussi important de développer notre capacité à défendre les initiatives contre la répression.

Sans nécessairement délaissier l'action communautaire, de nombreux-euses anarchistes privilégient le mode d'action directe, pourquoi?

A: On n'a pas de revendications. On n'a pas fait cette action pour faire pression sur le pouvoir, pour qu'il nous accorde certaines choses. C'est sûr que les gens devraient avoir accès à du logement, mais je ne pense pas qu'on devrait s'attendre à ce que l'État réponde à des demandes de logements sociaux qui sont faites depuis les années 1980, dans un quartier qui s'embourgeoise. Je suis plus intéressée à voir de quoi ça pourrait avoir l'air si les gens prenaient l'espace et le défendaient, sans demander. Je ne suis pas intéressée à dialoguer avec le pouvoir.

B: Le dialogue avec les autorités municipales c'est, avec la menace de répression policière, la principale méthode de pacification. Pour nous garder dans l'inaction, emprisonnés dans un imaginaire où l'on ne peut rien prendre ou rien empêcher.

A: Ce qui est bien avec l'action directe, c'est que tu te débarrasses finalement du médiateur ultime, l'État, en agissant directement sur une situation. Plutôt que donner du pouvoir à la ville, en lui demandant quelque chose, on veut nous-mêmes agir sur les forces qui gentrifient le quartier. L'État a peur des gens qui refusent son rôle de médiateur.

Pourquoi choisir une stratégie d'action directe en dehors d'un contexte propice comme celui d'un mouvement social?

B: Parce qu'on veut pas attendre «le bon contexte ». On pense que c'est en intervenant dans des situations fucked up du monde dans lequel on vit qu'on crée des contextes. Le fait que ce monde soit horrible est en soi un « bon contexte ». Ça vaut la peine de se révolter tous les jours.

A: Je pense que c'est important de mettre l'accent sur ça, je ne crois pas qu'il faille qu'on attende les mouvements sociaux pour agir. Les gestes de révolte ont toutes sortes d'impacts, même s'ils ne s'inscrivent pas dans un mouvement social. En plus, quand il va y avoir le prochain grand moment de révolte, on va être davantage préparées pour y participer.

Enfinement, que répondez-vous à ceux et celles qui disent que la gentrification est un processus inévitable?

A: La gentrification c'est un processus du capitalisme et du colonialisme comme d'autres. Ça a l'air inévitable, et ça l'est peut-être, mais ça vaut tout de même le coup de lutter contre et de ne pas se laisser faire. Dans le monde insupportable dans lequel on vit, j'ai l'impression que ma vie peut juste trouver un certain sens si je me bats.

B: Au mieux, le processus de gentrification va se déplacer ailleurs, si un quartier résiste. Quand même, lutter contre le capitalisme et l'État, ça ouvre des possibles qui ne peuvent pas exister autrement.